

SYNDICAT MIXTE ARDECHE DROME NUMERIQUE (A.D.N)

DELIBERATION

BUREAU EXECUTIF DU 04 JUIN 2025

Objet : Renouvellement du marché d'émission de cartes d'achat

L'an deux mille vingt-cinq, le 4 juin à 12 heures, le Bureau exécutif du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, dûment convoqué le mercredi 28 mai 2025, s'est réuni en session ordinaire, en visioconférence, sous la présidence de Didier-Claude BLANC, Président.

NOM, PRÉNOM	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	EXCUSÉ	NOM, PRÉNOM	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	EXCUSÉ
BLANC D.-C. (PR)	X			MAISONNAT P.	X		
MASSEBEUF I. (VP)	X			LADEGAILLERIE J.	X		
TOURVIEILHE M. (VP)	X			SOULIGNAC F.			X
FERNANDEZ M. (VP)			X	FERROUSSIER F.			X
BRUN C. (VP)	X			LEBRAT J.	X		
FALCONE C. (VP)			X	MATHON C.			X
BONNET-FERRAND V.			X	INARD P.	X		
AURIAS C.			X	REY C.	X		
GAUCHER S.			X	FERLAY A.	X		

Pouvoir : 0

Secrétaire de séance : Christian REY

EN EXERCICE : 18 PRESENTS : 10 (10 voix) VOTANTS : 10

Quorum : 10

Le Bureau Exécutif

- Vu le Code de la commande publique et notamment son article R. 2192-37 ;
- Vu le décret n° 2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat ;
- Vu les articles 3 et 10 des statuts du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique ainsi que l'article 3 de son règlement intérieur ;
- Vu la délibération du Comité syndical n° 2021-13 du 6 décembre 2021 portant délégation de pouvoirs au Bureau exécutif ;
- Vu le rapport ;

Considérant que le syndicat mixte ADN a recours depuis plusieurs années au dispositif de carte d'achat pour les dépenses récurrentes, de faible montant et à faible enjeu ;

Considérant que le précédent marché d'émission de carte d'achat avec la Caisse d'Epargne est arrivé à échéance ;

Considérant qu'en raison de son faible montant et conformément à l'article R. 2122-8 du Code de la commande publique, il n'y a pas lieu de recourir à une procédure particulière pour la passation du présent marché ni de procéder à une mesure de publicité ;

Considérant que la Caisse d'Epargne est un établissement en mesure de proposer des services de paiement et d'octroyer des crédits accessoires en application du II de l'article L. 521-1 et des articles L. 511-1, L. 522-1 et L. 526-1 du Code monétaire et financier ainsi que des règles prudentielles en vigueur ;

Considérant que le contrat proposé contient les stipulations prévues à l'article 4 du décret n° 2023-209 du 27 mars 2023 ;

Considérant que les membres du Bureau exécutif ont eu connaissance des termes du contrat « Carte Achat Public », lequel prévoit notamment :

- Une durée initiale d'un an, renouvelable deux fois pour une durée totale maximale de trois ans ;
- Une périodicité mensuelle des relevés d'opérations ;
- Un délai de paiement total à la Caisse d'Epargne de 45 jours après réception du relevé d'opérations ;
- Les conditions financières détaillées (cotisations mensuelles, commission, frais à l'acte, etc.).

Décide à l'unanimité des voix :

- ARTICLE 1 : D'APPROUVER le renouvellement du dispositif de carte d'achat du syndicat mixte ADN ;

- ARTICLE 2 : D'APPROUVER les termes du contrat « Carte Achat Public » passé avec la Caisse d'épargne au regard des conditions tarifaires exposées dans le rapport ;

- ARTICLE 3 : D'AUTORISER le Président à la signer ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Le secrétaire de séance



Christian REY

Le Président



Didier-Claude BLANC

La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et le cas échéant, de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble.

À cette fin et dans les conditions prévues par le Code de justice administrative, une requête peut être déposée :

- Soit directement à l'accueil du tribunal ;
- Soit en ligne via le téléservice « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr) ;
- Soit par voie postale, de préférence par recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

Tribunal administratif de Grenoble
2 Place de Verdun
Boîte Postale 1135
38022 Grenoble Cedex

En application des dispositions du Code des relations entre le public et l'administration, il est également possible, avant l'expiration du délai de recours contentieux, d'exercer un recours gracieux à l'encontre de la présente délibération. Dans cette hypothèse, le délai de recours contentieux est interrompu et un nouveau délai de deux mois commence à courir à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet.

Ce recours doit de préférence être effectué par écrit en recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Syndicat Mixte Ardèche Drôme Numérique
8 avenue de la Gare
CS 20125 Alixan
26958 Valence Cedex 9